

« **Révolution socialiste** » (Martinique) spécial 8 Mars

samedi 16 février 2013, par [AMELLER Muriel](#), [ARNAULD George](#), [BELLAMARE Huguette Emmanuel](#), [PAGO Gilbert](#), [Révolution socialiste](#) (Date de rédaction antérieure : 14 février 2013).

Sommaire

- [LES COMBATS DES FEMMES ONT \(...\)](#)
- [MINI MISS : DES CONCOURS \(...\)](#)
- [8 MARS 2013 : LES FEMMES \(...\)](#)
- [LES FEMMES DANS LA MOBILISATIO](#)

LES COMBATS DES FEMMES ONT ENGENDRE LES DROITS DES FEMMES !

« *Résister à l'oppression est un droit naturel* » Louis Delgrès

1944, vous dites ? Eh oui les femmes obtiennent le droit de vote et à cette date se crée en Martinique, comme en Guadeloupe, en Tunisie, au Vietnam, c'est-à-dire dans toutes les colonies françaises de l'époque, une section de l'Union des femmes Françaises.

La section Martinique a ses racines au Parti communiste avec des femmes comme Jane Léro, Fernande Ursulet. Elle recrute dans les masses laborieuses et surtout là où se trouvent des municipalités communistes. En même temps se crée « *La femme dans la cité* » avec Paulette Nardal, qui, elle, recrute dans les classes moyennes et dont l'un des objectifs est de former de bonnes femmes d'intérieur.

Ces femmes lancent des campagnes pour soulager la grande misère des familles, des mères élevant souvent seules leurs enfants. Ce sont elles qui créent les premières crèches municipales de la Martinique (St Esprit, Fort de France, Lamentin..). Elles s'impliquent dans des projets humanitaires et sociaux (comme la goutte de lait) avec Yvette Mauvois, et plus tard, dans les années 60, avec Nelly Etchard.

1956, Aimé Césaire démissionne du PC et crée le PPM en 1958. Les femmes militantes se divisent, selon les choix politiques, entre PC et PPM.

En 1963, l'UFM se réactive avec l'implication de ses militantes dans l'affaire de L'OJAM (voir p.4) avec des femmes comme Renée de Montaigne, Solange Fitte-Duval, Rosalie Nicolas, Laurette Delépine.

En 1970, l'association devient Union des Femmes de la Martinique et son activité augmente en même temps que la montée du féminisme en France et dans le monde. C'est la lutte pour l'IVG, pour la possibilité de travailler sans l'autorisation du mari et d'avoir un compte en banque.

A partir des années 90, c'est la troisième phase de l'intervention des féministes martiniquaises pour l'application de tous les droits sur le sol martiniquais. Commence alors une lutte sans concession

contre la domination masculine et son apogée : les violences faites aux femmes. Se crée l'espace d'écoute et d'accompagnement « Jane Léro » où les victimes sont enfin écoutées. Des voix qui expliquent que les violences qu'elles subissent ne sont pas le lot des femmes et qu'elles ont le droit de dire NON.

La possibilité leur est offerte de se réfugier dans un centre d'hébergement créé par ces féministes déterminées : le Centre « Rosanie Soleil ». En même temps les féministes de l'UFM amplifient la dénonciation du harcèlement moral et sexuel dans le monde du travail. Un procès gagné en mars 2000 a marqué les esprits de toutes celles et de tous ceux qui défendent la dignité des femmes : un directeur de société est condamné pour harcèlement sexuel.

Ces luttes ne sont pas terminées et les femmes doivent continuer à dénoncer leur oppression dans le couple, dans le monde du travail où elles payent plein pot la crise des capitalistes qui s'enrichissent... Notre société construite sur des rapports sociaux sexués en défaveur des femmes les plombe dans des rôles stéréotypés qui perdurent, qui sont peu valorisants et qui freinent toute émancipation, toute transformation sociale.

La mobilisation doit se poursuivre en lien avec les luttes sociales actuelles qui dénoncent le chômage, leur exploitation dans des boulots mal payés, à temps partiels, mais aussi l'accès aux soins de plus en plus compromis, le harcèlement sexuel... Les violences envers les femmes, dont le viol qui est encore tabou, exigent une mobilisation permanente.

Refusons aussi ce retour de la « femme objet » qui porte un coup dur aux acquis des femmes, à leur dignité, à leur liberté ; retour visible par exemple dans les concours de Mini miss (cf article p2). Sans concession, soyons chacune, toutes, les gardiennes et actrices des conditions de notre propre émancipation.

George Arnauld

MINI MISS : DES CONCOURS PAS VRAIMENT INNOCENTS...

Nés aux USA, passés ensuite en France, les concours de mini miss ont débarqué chez nous. Malgré les affirmations des organisateurs et organisatrices, ils soulèvent de nombreux problèmes.

D'abord, il n'est pas vrai qu'ils soient très encadrés. En effet, ils s'adressent à des enfants de 4 (en France 6 !) à 12 ans. (Et les 13-17 ans accéderaient-elles directement aux concours pour « adultes » ?!) Par ailleurs, ces petites filles défilent dans des attitudes et des tenues sans rapport avec leur âge : mains sur la hanche, hauts talons, maquillages plus ou moins discrets, plumes, paillettes, tulle, bustiers... Certes, sont exclus pour le moment faux ongles, faux cils, faux cheveux, fausses poitrines, fausses dents... comme aux USA, mais pour combien de temps encore ?

Ce n'est pas vrai non plus que c'est un jeu. Quelques petites candidates présentent sur les photos des traits franchement tirés. En effet, pendant les deux mois de préparation (au moins), leur emploi du temps n'est pas non plus de leur âge : mondanités (y compris le soir), séances de travail : promotion dans des boutiques, photos, apprentissage de chorégraphie, de maintien... Et puis, en apothéose, une finale longue et éprouvante. (Et le travail scolaire pendant tout ce temps ?)

Ce n'est pas vrai davantage que ce sont les petites filles qui souhaitent concourir. Il n'y a qu'à regarder les reportages pour s'apercevoir que les mères s'investissent entièrement dans ces concours : elles préparent les discours, soufflent les réponses lors des interviews, suggèrent les attitudes et poses, sont présentes en coulisses, « essuient quelques larmes » - larmes de triomphe ou de chagrin, d'humiliation ou d'indignation, venant d'elles et/ou de leur fille ... Poussent « leur pouliche » sur la scène, puis de concours en concours, jusqu'à « Miss Martinique »... ou « mieux » !

Citons enfin pour mémoire - et pour rire ! ceux qui prétendent que ces concours forgent la personnalité ou qui avancent des arguments patriotiques du genre « *promouvoir la culture martiniquaise* » et même « *la Martinique* » tout entière !

En réalité, les organisateurs ne sont mus ni par la philanthropie, ni par le patriotisme, mais tout simplement par la recherche de profits juteux ! Pour preuve, la multiplication de ces concours, les guerres entre les comités, les prix d'entrée pratiqués : en Martinique, 20 euros en prévente, 30 sur place et 10 pour les moins de 12 ans ! (Sans compter le « business » autour : certaines robes pouvant atteindre, paraît-il, le millier d'euros, voire même davantage !). Ils exploitent sans scrupules la crédulité - et les modestes moyens - des mères qui, en ces temps de chômage, rêvent d'offrir à leur fille une chance qu'elles n'ont pas eue.

Peu leur importe les conséquences psychologiques : les ravages dans la personnalité à peine formée de ces petites filles. On leur vole leur enfance, on leur apprend à se soumettre au jugement de n'importe qui, à ne s'intéresser qu'à leur apparence physique, à ne compter que sur leur charme, à considérer les autres filles comme des rivales... Et après, on affirme que les filles (et donc les femmes) sont naturellement dépendantes, frivoles, coquettes, séductrices, narcissiques, incapables de s'entendre entre elles... Comme dirait Simone de Beauvoir, ce n'est pas parce qu'elles sont nées ainsi qu'elles se présentent aux concours, mais parce qu'on les présente à ces concours qu'elles deviennent ainsi !

La société aussi pâtit de tout cela. Le malentendu entre les sexes s'accroît : les garçons méprisent les filles de se soumettre à ces concours où eux ne veulent pas se « rabaisser » tandis que les petites filles sont formatées pour devenir des objets sexuels dédiés au plaisir masculin. L'espace public est hypersexualisé avec toutes les dérives que nous avons déjà dénoncées.

Il est urgent que les autorités, à tous les niveaux, assument leurs responsabilités dans la protection de l'enfance et interdisent ces concours (car, nous l'avons vu, les mesures d'« encadrement » sont des leurres). Que les associations de défense des enfants protestent contre leur organisation. Que les féministes - femmes et hommes - continuent de les combattre. Que les parents prennent conscience des dangers qu'ils présentent et refusent d'y exposer leurs enfants.

Huguette Bellemare

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE : CONTRE L'EPANDAGE AERIEN !

SAMEDI 23 FEVRIER Maison des syndicats à 9h

Le GRS est partie prenante de la grande manifestation contre toute nouvelle « dérogation exceptionnelle » à l'interdiction de l'épandage aérien des insecticides sur les bananeraies. Comment ne pas se mobiliser quand on constate que l'interdiction est européenne alors que les dérogations sont « martiniquaises » ?

Jusqu'à présent ils en sont encore à des études commandées pour prouver la malfaisance du chlordécone alors que nous subissons durement les conséquences depuis des décennies ! Les profiteurs considèrent que le profit prime tout mais la population dit : nos vies valent mieux que leurs profits. Et malgré les dégâts leur volonté c'est continuer. Pour nous, c'est NON ! Les ouvriers et agriculteur/trices soulignent que l'épandage au sol ne serait pas moins nocifs, ni pour les humains ni pour l'environnement. Nous réclamons donc des méthodes alternatives, positives pour l'emploi comme pour la santé et plus généralement nous proposons que les masses et leurs organisations se mettent autour d'une table pour définir, sans les exploiters, un plan de développement agricole conforme à nos besoins.

8 MARS 2013 : LES FEMMES SONT LA MOITIE DE L'HUMANITE ET POURTANT...

Deux ans après le printemps arabe, après les luttes des femmes en Inde, face aux souffrances et aux violences subies par des femmes dans le monde chaque jour, nous devons dans ce contexte de crise mondiale nous interroger sur la place réelle des femmes sur la planète et les espoirs communs pour construire des sociétés égalitaires et justes.

Les femmes sont la moitié de l'humanité et pourtant :

Le 8 mars doit rendre hommage aux femmes, pour le rôle qu'elles jouent et ont joué dans la libération nationale de leur pays, la reconstruction et la transformation des sociétés.

Aujourd'hui, leurs préoccupations restent pourtant les mêmes : le chômage, la violence domestique et sexuelle, la pauvreté et la discrimination basée sur le sexe, les inégalités dans la santé, dans le monde du travail, sur le terrain politique...

Les femmes sont la moitié de l'humanité et pourtant :

En temps de guerre et de conflits graves, les femmes subissent des graves atteintes à leur dignité et à leur identité, lorsqu'elles sont violées, torturées sexuellement. Au sein des révolutions, des révoltes, des mouvements sociaux, elles sont la moitié des peuples en lutte mais bien souvent, pourtant, leur mobilisation est vaine car elle ne débouche pas sur des réformes dans les sociétés à venir.

Les femmes sont la moitié de l'humanité et pourtant :

Leur liberté d'expression, leurs droits élémentaires ne cessent d'être bafoués, et davantage « règlementés » par les doctrines religieuses. Ces théories qui décident pour la femme, en faisant du mariage une source d'amour et un symbole d'union quitte à nier les violences conjugales, les mutilations sexuelles, les mariages forcés, l'emprise de la domination masculine, le non partage des tâches domestiques et d'éducation et qui font l'apologie de la maternité comme seule contribution des femmes à la société.

En Inde, pays qui se caractérise par une immense diversité, les femmes ont fait de la lutte contre la violence domestique un combat unitaire. En décembre dernier, l'agression et le viol collectif ayant entraîné la mort d'une jeune étudiante ont provoqué une vague d'indignation dans ce pays où les

victimes de viols et d'agressions sexuelles réussissent rarement à obtenir justice. Fait courant dans le monde où les femmes ne peuvent utiliser librement les voies de recours et de justice pour se défendre. Souvent mal accueillies, leur problème est vite dédramatisé jusqu'à être ignoré.

Les femmes sont la moitié de l'humanité et pourtant :

Dans le monde, participer à la vie politique ne va pas de soi pour les femmes. Quand elles peuvent se présenter sur la scène publique, cela suscite des réactions sexistes et méprisantes au sein de la classe politique, comme dans les médias. Le monde politique est largement connu comme un univers « viril ». Les femmes sont « tolérées » surtout dans des missions « clichées » : missions sociales et petite enfance, affaires scolaires, mandats administratifs...

La participation de très nombreuses femmes aux révolutions du « Printemps arabe » aurait dû ouvrir une opportunité pour leur accorder plus de droits lors des consultations électorales suivantes. Cependant, l'élection d'une forte représentation des partis religieux a réduit cet espoir, malgré la grande mobilisation féminine pour la transformation de la société.

Le 8 mars doit servir à la réflexion sur l'émancipation et l'universalisation des droits humains. L'égalité entre les femmes et les hommes est un besoin politique et une exigence pour toutes les sociétés.

Muriel Ameller

PARLONS UN PEU DE ROSA LUXEMBOURG !

Mardi 5 mars à l'AMEP (route de Redoute) à 18h30

Pourquoi cette militante héroïque, cette théoricienne hors pair, cette oratrice brillante, est-elle aussi devenue un symbole féministe aux cotés de son amie Clara Zetkin, l'initiatrice du 8 mars, journée internationale de lutte des femmes mais également premier jour de la révolution russe de 1917 ? A la veille du centenaire du début de la grande boucherie impérialiste de 1914/1918, il est important de revenir sur la vie et l'œuvre de cette femme hors du commun dont l'héritage nous interpelle encore dans ses erreurs comme dans ses fulgurances. C'est ce que nous ferons avec notre camarade Philippe Pierre-Charles. A NE PAS MANQUER !

LES FEMMES DANS LA MOBILISATION POUR LES PRISONNIERS DE L'O.J.A.M.

Lorsque qu'à partir du 11 février et jusqu'en mars 1963, le pouvoir colonial fait arrêter treize jeunes militants et inculper six autres pour complot contre l'intégrité de l'Etat, la campagne de calomnies est à un niveau élevé. Il fallut de beaucoup d'énergie pour contrecarrer dans un climat hostile cette propagande. Ce sont des femmes qui prirent l'initiative aux côtés de quelques personnalités, du cercle Victor Schœlcher, de militants du PCM et des futurs membres du Front de défense des

libertés publiques. Le Comité d'aide aux familles des emprisonnés fut au départ majoritairement composé des mères, des épouses, des fiancées des détenus accompagnées des dirigeantes de l'Union des Femmes de la Martinique (U.F.M) très impliquées dans la mobilisation. Dans les premiers meetings publics, les interventions des mesdames Dufond (mère et épouse de l'emprisonné) ou encore de l'épouse et de la belle sœur de Désiré ou de la famille Saint-Louis résonnaient fortement auprès des assistants.

Pour le 1^{er} mai 1963, Doris David, jeune lycéenne de seize ans et membre des Jeunesses schœlchéristes, lut un vibrant hommage au combat des emprisonnés qui galvanisa ceux et celles qui se décidaient à se battre pour leur libération. Cette mobilisation des femmes ne faiblira pas et lors de la première libération des quatre en juillet 1963, ce fut une foule comprenant un important cortège de femmes qui les accompagna du port à la maison des syndicats. On mesurait alors l'importance dans ce sérieux combat anticolonialiste, la place et le rôle des femmes pour faire basculer l'opinion.

Gilbert Pago

Jeudi 21 février 2013, le G.R.S tiendra un meeting sur les 50 ans de l'affaire de l'O.J.A.M (son histoire, les leçons à tirer, les enjeux, la mobilisation) à l'hôtel L'impératrice à 18 h 30. Nous vous y attendons nombreux et nombreuses.

HOPITAL ET SANTE : LE COMBAT DE FEMMES ET D'HOMMES CONTINUE !

Depuis le début de l'année, les salariés des 3 hôpitaux concernés par la fusion ont montré que rien ne s'obtient sans lutte et sans la participation la plus large du personnel. Parti du service urologie de l'hôpital Mangot-Vulcin, soutenu par les syndicats CDMT, CGTM, SASM et UGTM, le mouvement s'est étendu à d'autres secteurs, jusqu'à la grève générale, qui a permis d'arracher une bonne partie des revendications. Depuis, d'autres secteurs (lingerie, cuisine...) et les salariés des 2 autres hôpitaux se sont engouffrés dans la brèche pour leurs propres revendications. La situation devient de plus en plus stressante pour le personnel des 3 hôpitaux (fusionnés dans le CHUM) ; il fait les frais d'une fusion mal préparée et qui, telle quelle, met notre santé en danger. Deux jours de grève et une plateforme revendicative déposée, c'est un début. Défendre le service public de santé c'est l'affaire de toutes et de tous. Le SASM et l'UGTM ont récemment organisé une rencontre avec des partis et associations. Le GRS propose un cadre large regroupant l'ensemble des syndicats de lutte, toutes les associations de malades et d'usagers, les professionnels de santé, les partis politiques et personnes solidaires.

Ensemble, définissons un projet correspondant à nos besoins ! Ensemble arrêtons un plan de lutte pour l'imposer, en liaison avec les camarades menant le même combat en Guadeloupe, Guyane, France et ailleurs. Il s'agit d'un choix de société : ou bien la priorité va aux profits d'un petit nombre qui n'ont que faire de la santé du plus grand nombre ou bien au contraire nous affirmons ensemble que nos vies valent mieux que cela.

Depuis, d'autres secteurs (lingerie, cuisine...) et les salariés des 2 autres hôpitaux se sont engouffrés dans la brèche pour leurs propres revendications. La situation devient de plus en plus stressante pour le personnel des 3 hôpitaux (fusionnés dans le CHUM) ; il fait les frais d'une fusion mal préparée et qui, telle quelle, met notre santé en danger. Deux jours de grève et une plateforme revendicative déposée, c'est un début. Défendre le service public de santé c'est l'affaire de toutes et

de tous. Le SASM et l'UGTM ont récemment organisé une rencontre avec des partis et associations. Le GRS propose un cadre large regroupant l'ensemble des syndicats de lutte, toutes les associations de malades et d'usagers, les professionnels de santé, les partis politiques et personnes solidaires.

Ensemble, définissons un projet correspondant à nos besoins ! Ensemble arrêtons un plan de lutte pour l'imposer, en liaison avec les camarades menant le même combat en Guadeloupe, Guyane, France et ailleurs. Il s'agit d'un choix de société : ou bien la priorité va aux profits d'un petit nombre qui n'ont que faire de la santé du plus grand nombre ou bien au contraire nous affirmons ensemble que nos vies valent mieux que cela.

LE 8 MARS ATTAQUE PAR UNE PATRONNE !

Depuis nanni nannan les salarié-e-s de l'hôtel Pagerie, en majorité des femmes comme souvent dans ce secteur, bénéficient d'un jour férié le 8 mars. L'ironie, c'est que c'est une femme, la patronne M^{me} Deschaumes, qui entend supprimer aujourd'hui cet acquis ! Il est vrai que le 8 mars n'est pas le seul jour férié remis en cause ! Et dire qu'Ersilie-Héloïse nous avait présenté les nouveaux patrons comme des « bâtisseurs de paradis » (sic) !

En attendant, dans ce paradis, il n'y a pas de place pour le maintien de cette journée de célébration des femmes et de leur combat ! Finis donc le 8 mars et les autres acquis sauf si les salariés, femmes et hommes décident de se défendre ! C'est sans doute pour combattre toute résistance qu'on a vu se réaliser là une pratique aussi étrange que scandaleuse : des cartes syndicales F.O. achetées à ce syndicat et distribuées gratuitement à certain-e-s employé-e-s ! Ah le paradis pour les uns... !

P.-S.

* REVOLUTION SOCIALISTE Spécial 8 MARS. Supplément gratuit à RS N° 993.